

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
des territoires

ARRÊTÉ

Le Préfet du Loiret,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code Forestier, notamment ses articles L 312-1 ; L 312-2 et R 312-1 ; R 312-2,
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 juin 2003 fixant le seuil de superficie boisée en dessous duquel le défrichement n'est pas soumis à autorisation administrative ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation de défrichement n° 4373 reçu complet le 15 février 2011 et présenté par la société ACI OUTREMER, dont l'adresse est : 90, avenue des Champs-Élysées – 75008 PARIS, et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 2.24 hectares de bois situés sur le territoire de la commune de Pressigny-les-Pins (Loiret),
- VU** la notice d'impact jointe à la demande,
- VU** l'avis de la DDT du Loiret du 15 février 2011,

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 311-3 du Code Forestier,

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} –

Le défrichement de 2.24 hectares de parcelles de bois situées à Pressigny-les-Pins et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (ha)	Surface autorisée (ha)
Pressigny-les-Pins	C	6	5.9380	2.2380

est autorisé. La surface à défricher est comprise dans le périmètre précisé au plan joint au présent arrêté. La durée de validité de l'autorisation est de 5 ans.

ARTICLE 2 –

La présente autorisation devra être affichée en mairie de la commune pendant une durée de 2 mois.

Elle sera également affichée sur le terrain de manière visible et par les soins du bénéficiaire, 15 jours au moins avant le début du défrichement et maintenue pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 3 –

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande et en respectant les prescriptions de la notice d'impact.

ARTICLE 4 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret et le Directeur Départemental des Territoires du Loiret sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux personnes intéressées.

Fait à ORLÉANS, le 17 FEV. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général

Antoine GUERIN

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet du Loiret

Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales

181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif :

28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS CEDEX 1.

